

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 25/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE - La Calotterie

SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE
Tour CB21 16 place de l'IRIS
92000 Nanterre

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SUEZ RR IWS_La
calotterie_0007000460\2_Inspections\2022 10 25 Visite générale\
Code AIOT : 0007000460

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE - La Calotterie implanté Le mont Hénon 62170 La Calotterie. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022.

Elle a porté sur le contrôle du respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral post-exploitation du 3 août 2009 et sur la compatibilité du site avec un projet d'installation de panneaux photovoltaïques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE - La Calotterie
- Le mont Hénon 62170 La Calotterie
- Code AIOT : 0007000460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SITA a exploité l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de la Calotterie de 1996 à 2006. Le site s'étend sur une superficie totale d'environ 14 hectares. La capacité d'enfouissement maximale était de 80 000 tonnes par an.

Les travaux de réaménagement ont été achevés en 2007 : couverture étanche, réaménagement paysager et dispositifs de gestion des effluents.

Le suivi post-exploitation est réglementé par l'arrêté préfectoral du 3 août 2009. Depuis le 1^{er} juillet 2009, il est assuré par SUEZ RV NORD EST (anciennement SITA Nord Est).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le contrôle du respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral post-exploitation du 3 août 2009 : eaux pluviales, eaux souterraines, lixiviats, biogaz, clôtures, état des couvertures, garanties financières, tassements,
- point avec l'exploitant sur le porter à connaissance du 24/08/2022 concernant un projet de création de parc photovoltaïque sur le site de l'ISDND.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 2	/	Sans objet
2	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 4	/	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 5	/	Sans objet
4	Gestion du Biogaz	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 6	/	Sans objet
5	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7	/	Sans objet
6	Couverture - Levé topographique	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8	/	Sans objet
7	Documents de suivi	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 9	/	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 2
Thème(s) : Autre, Clôture - Etat général
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.2. - Clôture de l'établissement L'installation est entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 m, empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clef interdit l'accès de l'ISDND. 2.4. - Surveillance de l'état général du site Le contrôle de l'état général du site, l'entretien des espaces verts, des plans d'eau, des fossés et des clôtures et le réglage de l'ensemble des installations sont réalisés régulièrement.
Constats : Le site est entièrement clôturé et un portail fermant à clef en interdit l'accès. L'établissement est dans un état général très correct. Les espaces verts sont régulièrement entretenus, ainsi que les fossés, les clôtures et les bassins. Une visite de suivi est réalisée quasiment chaque mois. L'association en charge des espaces verts fait également remonter les éventuelles dégradations. Chaque visite donne lieu à une fiche de suivi comportant de nombreux points de contrôle. Les fiches sont en annexe du rapport annuel transmis à la DREAL (11 visites en 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.1. - Description Les lixiviats sont canalisés vers plusieurs points bas d'où ils sont relevés par pompage (4 points de relevage correspondant aux points bas des alvéoles). Le système de drainage dirige les lixiviats vers un bassin de stockage avant d'être envoyés pour traitement vers une ou plusieurs installations de traitement autorisées, ou tout autre type de traitement extérieur validé par l'exploitant et en accord avec l'inspection des installations classées 4.2. - Traitement des lixiviats Le traitement des lixiviats est réalisé dans une ou plusieurs installations de traitement, chacune des installations faisant l'objet d'une convention signée. 4.3. - Autosurveillance des lixiviats La mesure des paramètres spécifiques à chaque convention et des volumes produits est effectuée semestriellement. Les fréquences pourront être modifiées après 3 ans de suivi après accord de l'inspection des installations classées. Constats : Les lixiviats présents dans les casiers sont pompés automatiquement en fonction de leur niveau et dirigés vers un bassin de stockage. Il y a 4 puits équipés de pompes immergées. Les lixiviats sont traités par la station d'épuration de Calais avec laquelle une convention de dépotage a été signée. Vu la convention en date du 29/01/2019 valide pour 5 ans. 1 196,05 m ³ ont été traités en 2021. Les lixiviats ont été analysés 2 fois en 2021. Leur composition est conforme aux seuils d'acceptation de la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 5 - GESTION DES EAUX DE PLUIE 5.1. - Description Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par deux bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvial de fréquence décennale permettant une décantation. 5.2. - Rejet dans le milieu naturel L'ouvrage de rejet doit permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Il doit être aménagé de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet. L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites ci-dessous : - DCO : 125 mg/l - MES : 35 mg/l - pH : 6,5 à 8,5 - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l 5.3. - Autosurveillance La mesure des paramètres de l'article 5.2 et des volumes cumulés rejetés est effectuée semestriellement. Les fréquences pourront être modifiées après 3 ans de suivi après accord de l'inspection des installations classées. Constats : Les eaux pluviales sont collectées par des fossés et dirigées vers 2 bassins de stockage. Les bassins sont en bon état. Ils ont des volumes de 800 et 3 000 m ³ . A partir d'un certain niveau, les eaux sont pompées et rejetées dans un fossé qui les évacue au milieu. Etant donné la sécheresse qui a sévi début 2022, il n'y avait pas encore eu de rejets à la date de l'inspection pour cette année. Les eaux de chaque bassin sont analysées 2 fois par an. Les résultats figurent dans le rapport annuel. Pour l'année 2021, les résultats sont conformes aux limites fixées à l'article 5.2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion du Biogaz
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 6 - GESTION DU BIOGAZ</p> <p>6.1. - Captage du biogaz</p> <p>Tous les casiers contenant de la matière fermentescible, dégradable sont équipés d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets. Ce système collecte les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis.</p> <p>Le système est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de puits verticaux largement pénétratifs dans la masse de déchets et surélevés au fur et à mesure du comblement des alvéoles. Si nécessaire, des drains complémentaires peuvent être réalisés après forage dans la masse des déchets. Ce forage sera dans tous les cas arrêté de façon à laisser un mètre de déchets entre le sommet du système drainant et la base du forage, • d'un dispositif de mise en dépression de la tête des puits verticaux. Ce dispositif assurera l'étanchéité de l'aspiration recherchée du biogaz et doit empêcher toutes fuites en cas d'arrêt de la mise en dépression. <p>6.2. - Collecte du biogaz</p> <p>Le biogaz retiré des drains cités en 6.1 est transporté par les canalisations des deux réseaux indépendants de collecte acheminant le biogaz vers une unité de destruction (ex : torchère).</p> <p>Ces canalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • seront réalisées en matériaux résistants aux efforts internes, externes de toutes natures qu'elles sont susceptibles de rencontrer sur la durée de leur exploitation, • seront réalisées en matériau résistant à la corrosion due au biogaz et aux vapeurs qu'elles transportent, • seront dotées de dispositifs de purge des condensats aux points bas, • seront sectionnables par une répartition judicieuse de vannes situées sur les têtes de drains et sur le réseau proprement dit. <p>6.3. - Conception du poste de destruction (torchère)</p> <p>Il devra respecter les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • flamme non apparente, • rallumage automatique, • combustion totale des gaz avant sortie du tube de flamme, • vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide pour tout défaut de fonctionnement, • dispositif d'arrêt de flamme, • mesure de température des gaz de combustion en continu, • régulation possible de la combustion, • la température doit être au moins de 900°C. Elle est mesurée en continu. <p>6.4. - Autosurveillance</p> <p>L'exploitant procède à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S et H₂O.</p>

En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF et poussières issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

L'exploitant doit contrôler annuellement les rejets de SO₂ et CO engendrés par le fonctionnement des torchères du poste de destruction. Ces paramètres devront respecter les valeurs limites suivantes :

- CO < 150mg/Nm³,
- SO₂ < 300 mg/Nm³.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Constats : Le site est équipé d'un réseau de collecte du biogaz constitué de 25 puits de captage.

Un dispositif met les puits en dépression et envoie le gaz vers une torchère d'une capacité de 500 m³/h. La production de biogaz a fortement diminué et la mise en dépression du massif de déchets, pour le captage du biogaz produit, n'est réalisée que 2 heures par jour.

La dernière déclaration GERE mentionne une production de biogaz de 84 421 m³ pour 2021 et 713 heures de fonctionnement de la torchère.

Un dispositif de télésurveillance permet de contrôler le fonctionnement de la torchère à distance (température de flamme, dépression réseau, débit).

Le biogaz a été analysé par l'APAVE le 05/07/2021: 70 % de CH₄, 23,1 % de CO₂, 1,7 % de O₂, 3,5 % de N₂, 1,2 % d'eau et 25 ppm de H₂S.

Les rejets de la torchère ont été contrôlés le même jour (en mg/Nm³) : SO₂ 8,9 ; CO 7 ; poussières 0,43; HCl 1,6 et HF 0.

La température de flamme est de 944°C.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ARTICLE 7 – RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES</p> <p>7.1. – Constitution du réseau</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant constitue un réseau de surveillance de la qualité de la nappe comprenant au moins un piézomètre en amont et deux en aval.</p> <p>.....</p> <p>Les piézomètres feront l'objet d'un nivellement des têtes. Toutes dispositions sont prises pour signaler et protéger efficacement ces ouvrages et les maintenir en bon état.</p> <p>Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>7.2. - Autosurveillance</p> <p>Paramètres à surveiller à fréquence semestrielle (en périodes de basses eaux et hautes eaux) : pH, DCO, DBO5, Potentiel d'oxydoréduction, Hg, Chlorures, Pb, Conductivité, Cr total, Zn, Fe, Métaux totaux, Sulfates, Nitrites, Nitrates, hydrocarbures totaux</p> <p>Les prélèvements et analyses seront réalisés par un organisme agréé au moins une fois par an, suivant un protocole identique dans le temps. Les résultats seront comparés aux qualités des eaux de nappes destinées à l'alimentation en eau potable.</p> <p>.....</p> <p>7.3. - Entretien des piézomètres</p> <p>Leur réfection et leur entretien seront réalisés aussi souvent que nécessaire Toute anomalie décelée lors de prélèvements (bruit d'écoulement...) sera signalée et donnera lieu à des investigations approfondies.</p> <p>Constats : Le site est équipé de 5 piézomètres : 1 amont et 4 aval.</p> <p>Des analyses sont réalisées 2 fois par an sur l'ensemble des paramètres listés : 20/05 et 25/11/2021.</p> <p>La comparaison des analyses aux limites de qualité des eaux brutes ne montre pas d'impact de l'ISDND sur les eaux souterraines.</p> <p>Vu lors de l'inspection le piézomètre Pz5 : en bon état avec un couvercle verrouillé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Couverture - Levé topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la couverture et des tassements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 8 - COUVERTURE - LEVÉ TOPOGRAPHIQUE 8.1. - Couverture Des inspections visuelles à fréquence déterminée permettront de suivre l'évolution de l'état de la couverture finale, des aménagements spécifiques et des végétaux. Toute érosion fera l'objet d'une reprise de la couverture afin de reconstituer celle-ci conformément aux prescriptions réglementaires. 8.2. - Levé topographique Un levé topographique du site est effectué après la mise en place de la couverture finale. Ce levé sera complété chaque année par le suivi des tassements du site au moyen de points fixes judicieusement répartis sur la surface du site ou tout moyen technique équivalent.
Constats : L'état de la couverture est suivi lors de chaque visite du site. Les différents contrôles réalisés lors de ces visites sont reportés sur des fiches de suivi reprises en annexe du rapport annuel (11 pour 2021). La couverture est en bon état. Elle est végétalisée et régulièrement entretenue. Il n'y a pas de glissements, ni de tassements qui conduiraient à des contrepentes et à des rétentions d'eau. Un levé topographique daté de décembre 2021 figure en annexe au rapport annuel. Une cinquantaine de points de contrôle des tassements sont suivis par un cabinet de géomètre (dernières mesures le 30/12/2021). Le graphique des relevés de 2007 à 2021 montre qu'il n'y a quasiment plus de tassements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Documents de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 9
Thème(s) : Autre, Rapport annuel de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 9 - DOCUMENTS DE SUIVIS L'exploitant réalise un rapport annuel de surveillance du site. Ce rapport comprendra un récapitulatif des points suivants : <ul style="list-style-type: none">• sécurité générale du site,• suivi des eaux souterraines,• suivi des eaux de surface,• suivi du biogaz,• suivi des lixiviats,• comptes rendus des visites régulières. Le contenu du programme de suivi pourra être revu à l'issue du suivi de cinq ans ou sur demande de l'administration.
Constats : Un bilan annuel reprenant l'ensemble des pièces listées est transmis chaque année. Le rapport annuel de surveillance 2021 est transmis par courrier en date du 09/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2009, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 11.1 - Objet Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent au suivi post exploitation des installations définies à l'article 1. 11.2 - Montant des garanties financières Période considérée et montant des garanties financières (HT) : 14/06/2022 - 14/06/2023 : 781 362,19 euros HT
Constats : Le dernier acte de cautionnement en cours a été transmis par courrier en date du 18/02/2021. Il est valide du 14 juin 2021 au 14 juin 2024 et porte pour la période du 14/06/2022 au 13/06/2023 sur un montant actualisé de 1 072 934,12 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet